

mai 2019

# La Mauritanie à la veille de l'élection présidentielle

**O**bservatoire du monde arabo-musulman  
et du Sahel

**OULD HAMED MOUSSA**

# SOMMAIRE

1 – LA PRÉSIDENTIELLE, RIEN QUE LA PRÉSIDENTIELLE ! .....	3
2 – UNE ÉCONOMIE DUALE : INFORMELLE ET MODERNE.....	4
3 – UN ENVIRONNEMENT RÉGIONAL TROUBLÉ.....	5
4 – LE GRAND ABSENT DU DÉBAT : L'EXTRÉMISME VIOLENT .....	8
5 – LES CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE .....	9
CONCLUSION .....	12
ANNEXE 1	
PRESSE ET MEDIA, ENTRE DIFFICULTÉS ET INNOVATIONS .....	14

## La Mauritanie à la veille de l'élection présidentielle

---

### I – La présidentielle, rien que la présidentielle !

La Mauritanie s'apprête à élire un nouveau président pour succéder au général Mohamed Ould Abdel Aziz, qui a gouverné le pays, de manière plutôt atypique, pendant la décennie écoulée.

Cette élection est aujourd'hui le seul et unique sujet qui occupe et préoccupe tous les Mauritaniens. Le processus administratif (dépôt des candidatures, recensement administratif, campagne, scrutin) a été révélé ce 17 avril 2019. Le premier tour du scrutin aura lieu le 22 juin ; éventuellement, un second tour aura lieu le 6 juillet.

Mais le pays est déjà ouvertement entré en campagne.

Si tout va bien, le pays devrait connaître sa première alternance démocratique. Cette perspective inédite suscite tous les espoirs, mais également bien des suspicions et aussi des craintes.

La campagne est pourtant décevante : ni la situation économique (qui connaît, il est vrai, une évolution favorable), ni l'environnement régional (pourtant porteur de menaces), ni les rapports entre les milieux religieux et la sphère politique (dont l'évolution est préoccupante) ne donnent lieu à de véritables débats de fond, et les media ne contribuent guère à en susciter (*cf. l'annexe consacrée au paysage médiatique*).

Cinq prétendants au trône ont déjà annoncé la couleur : l'ex général et éphémère ministre de la Défense, Mohamed Ould Cheikh Ahmed Ould Ghazouani, compagnon et ami de longue date du général Ould Abdel Aziz et candidat du pouvoir ; Biram Ould Dah Ould Abeïd, leader de la cause harratine (les descendants d'esclaves) ; Sidi Mohamed Ould Boubacar, ancien Premier ministre et ancien ambassadeur ; Mohamed Ould Mouloud, président du parti Union des Forces démocratiques (UFP), qui représente une grande partie de l'opposition radicale ; Kane Hamidou Baba, président du Mouvement pour la Refondation (MPR), qui se présente comme candidat de la communauté négro-africaine.

La présente note fait le point sur la situation économique du pays, son environnement géopolitique, la menace terroriste et la stratégie gouvernementale de lutte contre ce fléau. Elle présente enfin les principaux candidats à présidentielle.

## 2 – Une économie duale : informelle et moderne

L'économie mauritanienne a longtemps été basée sur les industries extractives traditionnelles (fer, cuivre et or), la pêche maritime et l'élevage.

Les ressources minières demeurent essentielles, et la pêche (qui est surtout le fait des Européens, des Japonais et des Chinois) constitue une source importante de revenus et d'emplois ; pourtant, elle reste gérée de manière opaque et génère bien moins de revenus que son potentiel permettrait d'espérer.

Mais l'économie mauritanienne se trouve aujourd'hui dans une ère de diversification, avec l'exploitation de nouvelles ressources (pétrole et gaz), et la maturation de nouveaux secteurs (les télécommunications connaissent une croissance moyenne annuelle de 26 % depuis [2011](#)). De coûteux grands projets d'infrastructures sont achevés – aéroport de Nouakchott –, ou en cours de réalisation – ports de Ndiago, Zone franche de Nouadhibou. Le système bancaire, en dépit de la présence – il est vraie limitée – de certaines institutions internationales connues – Altijari bank et Société générale –, est, dit-on, saturé compte tenu du poids de l'économie nationale (près de 20 institutions bancaires).

Le Produit intérieur brut a atteint 5,124 milliards de dollars américains en 2017. Il s'élève à 1 300 dollars par tête d'habitant, avec un taux de croissance réel de 3,8 % (1,5 % en 2016) et un Revenu national/habitant en parité de pouvoir d'achat de 3 710 dollars (*Source, FMI 2015*).

L'indice de Développement Humain était de 0.513 en 2016 (157<sup>ème</sup> rang sur 182 pays classés) et un tiers des Mauritaniens vit sous le seuil de pauvreté. La population active employée dans le secteur primaire est de 40,3 %, près de 9,5 % dans l'industrie et les mines, et 50,2 % dans les services (2016). En valeur, la même année, la contribution de l'agriculture au PIB s'élevait à 27,4 %, celle de l'industrie et des mines à 30 %, et celle des services à 42,6 % (les services incluant le commerce de proximité, les fameuses "boutiques/épicerie" des coins de rues souvent décrites comme l'expression d'un chômage déguisé).

L'incidence de la pauvreté, issue du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) 2013, est de 41,5 % (sur 100 ménages en Mauritanie, environ 42 sont pauvres), avec une incidence de pauvreté de 72,8 % en milieu rural.

Il faut noter enfin que la Mauritanie traîne une dette colossale qui dépasse cinq milliards de dollars. Le service de cette dette engloutit 25 % du budget annuel de l'État. Ces mauvais résultats sont le fruit d'une gestion patrimoniale et d'un amateurisme qui ont caractérisé la gestion de la décennie 2009/2019 qui s'achève.

### 3 – Un environnement régional troublé

L'environnement géopolitique de la Mauritanie est franchement complexe et demeure chahuté. Voici l'état des lieux au niveau de chacune des frontières nationales.

Avec **le Mali**, le pays partage une frontière commune de plus de plus de 2 000 km. Depuis 2012 ce pays est victime d'attaques armées menées par divers mouvements terroristes islamistes et autres, opérant dans toutes les régions de son vaste territoire. Des attaques qui pèsent lourdement sur la sécurité dans toute la zone sahélo-saharienne. L'appui des forces internationales – françaises et onusiennes, plus de 15 000 hommes – n'a pas encore mis fin à l'insécurité.

La Mauritanie, qui accueille sur son sol le plus important contingent de réfugiés maliens – plus de 60 000 selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR) –, a toutes les raisons de s'inquiéter. Jusqu'ici, elle n'a pas encore été victime de représailles. Des questions sont posées : à quel prix ? Et jusqu'à quand ? Personne ne sait exactement !

Toujours est-il qu'il convient de se rappeler que le Mali maintient de bons rapports avec les djihadistes qui s'étaient installés à ses frontières septentrionales depuis le début de ce siècle. Cette « bonne entente » n'a pas empêché les djihadistes, et autres groupes armés, d'attaquer violemment ce pays en 2012 et d'occuper une grande partie de son territoire. Le risque reste toujours grand de voir cette instabilité franchir les frontières sud et sud-est de la Mauritanie. Une incontestable épée de Damoclès !

D'autant plus menaçante qu'avec le changement en perspective à la tête de l'État à Nouakchott, le statu quo, fondé sur une entente tacite ou un équilibre de la terreur entre le pouvoir et les djihadistes, pourrait bien évoluer. Dans quel sens ? La question reste posée. Comme ce fut le cas, par exemple, au Burkina Faso après le départ forcé de Blaise Compaoré du pouvoir.

Par ailleurs, à l'extrême nord de la Mauritanie c'est **l'Algérie**. Un pays qui tangué actuellement et peut, au bout du compte, aller dans tous les sens. Bons ou mauvais, entente nationale ou crise tragique comme par le passé. Mohamed Fall Ould Hamed, sociologue mauritanien, du Centre d'études et de recherches sur l'ouest saharien (Ceros), s'inquiète

des répercussions d'un éventuel désastre en Algérie sur la situation au Sahel. Particulièrement en Mauritanie. Il redoute un effet néfaste sur la région, comparable à celui qui a résulté des événements en Libye, pays pourtant beaucoup moins peuplé que l'Algérie. A *contrario*, d'autres pensent qu'au cas où les choses devraient aller dans le bon sens à Alger, c'est-à-dire une plus grande démocratisation, des effets positifs sur la Mauritanie et tout le Sahel seraient possibles. À travers la presse locale, de nombreux Mauritaniens suivent attentivement le développement des événements en Algérie. Cette phase II du printemps arabe, représentée par les événements en cours en Algérie et au Soudan, fascine et inquiète. Quelle que soit l'orientation que prendra cette nouvelle version de ce printemps, elle aura certainement un impact sur la Mauritanie.

Sur un autre plan, à l'ouest et au nord-ouest pointe le **conflit du Sahara Occidental**, vieux de quarante-cinq années. Un territoire sous contrôle du Maroc et que lui dispute le Front Polisario, soutenu, et même entretenu, par l'Algérie. De temps à autre, ce conflit de faible intensité connaît, comme ce fut le cas tout dernièrement, l'une de ses éruptions récurrentes. Les deux belligérants ont failli en arriver aux armes. À chaque fois, la raison ou l'intérêt bien compris finit par l'emporter.

Bien que **le Maroc** soit l'unique pays du Maghreb qui exige un visa d'entrée pour les Mauritaniens, paradoxalement, c'est le seul pays de cette région avec lequel la Mauritanie entretient des rapports commerciaux relativement intenses. Tous les jours, des dizaines de camions traversent la frontière entre les deux pays transportant divers produits marocains vers la Mauritanie et des pays ouest africains.

Le **Sénégal**, de l'autre côté du fleuve, unique frontière naturelle de la Mauritanie, paraît le voisin le plus proche, commercialement et humainement. Il n'existe pas de visas entre les deux pays et il est très facile pour les citoyens des deux États de passer d'une rive à l'autre. Le cheptel mauritanien et les commerçants maures se trouvent par milliers au Sénégal dont les ressortissants, pêcheurs et main d'œuvre du bâtiment, artisans et domestiques, se comptent par milliers dans les deux grandes villes du pays : Nouakchott et Nouadhibou. Ces rapports intenses sont en train d'être renforcés par l'exploitation commune du gaz dans le champ Tortue/Hmeyén sur la frontière maritime mauritano-sénégalaise. Mais, autant les rapports sont variés et denses, autant ils sont hyper sensibles et complexes. Depuis les événements tragiques dits « de 1989 », qui avaient provoqué la rupture des relations diplomatiques, chaque incident, si minime soit-il, réveille les démons et les souvenirs de ce malheureux passé.

Il faut dire, rappelle le directeur de publication du journal mauritanien *l'Authentique*, que depuis la signature par les présidents sénégalais et mauritanien de l'accord d'exploitation commune du gaz, les relations bilatérales entre les deux pays semblent renforcées. Les deux gouvernements sont devenus plus attentifs à la gestion des relations.

Enfin au-delà des voisins immédiats, la Mauritanie paraît beaucoup intéressée par les lointains, riches et très bruyants pays du Golfe : **les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite**. Selon le journal *Maghreb Intelligence* (numéro du 1<sup>er</sup> avril 2019), le ministre saoudien des Affaires étrangères a saisi l'ambassade de son pays à Nouakchott pour demander un avis concernant le projet d'établissement d'une base militaire saoudienne en Mauritanie !

Il faut rappeler que Riyad et Nouakchott avaient conclu, en janvier 2017, un accord de coopération militaire, portant sur la formation militaire, l'échange d'informations à caractère sécuritaire, l'appui logistique, l'échange de visites et d'expériences et les prestations médicales militaires.

À cette occasion, le vice-ministre saoudien de la Défense avait déclaré que « *cet accord constitue le point de départ pour une coopération militaire plus grande et plus profonde entre les deux pays* ». Le conflit du Golfe est-il en train de s'exporter vers la Mauritanie ?

Cet intérêt des deux pays du Golfe pour la Mauritanie paraît bien irriter le Maroc. Dans son édition du 06 avril 2019, le journal marocain *Yabiladi*, qu'on dit proche du Palais, a écrit : « *Au grand dam du Maroc, l'arrimage de la Mauritanie aux Émirats et à l'Arabie saoudite est sur le point d'être accompli* ». Il poursuit, citant un haut fonctionnaire marocain : « *Abou Dhabi et Riyad prévoient d'asseoir leur influence politique et militaire chez le voisin du sud en lançant de grands projets d'investissements. La construction du port de Nouadhibou serait dans le viseur...* ». *Akhbarouna*, journal arabophone, proche lui aussi du Palais, écrivait le même jour : « *un rapport des renseignements marocains révèle des démarches suspectes émiraties et saoudiennes qui mettent en colère le roi du Maroc* ».

L'activité ou l'activisme des Saoudiens et Émiratis en Mauritanie s'étend à un nombre croissant de domaines. C'est ainsi que la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel (HAPA) vient d'autoriser, au nom d'un journaliste peu connu, la création d'une télévision privée dénommée : le Réseau d'Information Arabo-Africain. L'intéressé aurait versé, rubis sur ongle, le prix de la licence d'exploitation, quelque trente millions d'ouguiyas (près de 75 000 euros). Ces fonds viendraient du gouvernement émirati, qui œuvre à contre-carrer l'influence, très forte en Mauritanie, d'Al-Jazeera, la chaîne qatarie. À moins que l'objectif ne soit aussi d'influencer la campagne présidentielle.

Il reste maintenant à savoir si les pays voisins et étrangers intéressés à la stabilité de la Mauritanie vont également intervenir dans l'élection présidentielle qui approche à grands pas.

## 4 – Le grand absent du débat : l'extrémisme violent

Le terrorisme violent, qui endeuille et traumatise la région sahélo-saharienne depuis 2005, est jusqu'ici absent des thèmes de la précampagne présidentielle.

Cette absence n'est pas surprenante, car ce thème n'a jamais été très présent dans le débat politique national. Cela s'explique d'abord par l'hypersensibilité, plus politique que culturelle, de tout ce qui touche à l'islam en Mauritanie. Les hommes politiques font profil bas. Il y a ensuite le fait que le pays n'a plus connu d'acte lié à la violence religieuse depuis 2011. Enfin, dans l'opinion comme dans le monde politique, nombreux sont ceux pour qui le thème de l'extrémisme violent ne concerne que... les Occidentaux.

Pourtant l'opinion ne cesse de se radicaliser. L'extrémisme religieux exerce une influence croissante sur le comportement et les actes et décisions du gouvernement. L'affaire du jeune blogueur Ould Mkhaytir illustre bien cet état de fait : condamné à deux ans de prison, durée déjà largement épuisée, il n'a toujours pas retrouvé sa liberté. Dans une interview au journal *Le Monde* (en novembre 2018), le président Mohamed Ould Abdel Aziz reconnaissait l'impuissance de son gouvernement devant ce cas.

Ce n'est pas la seule manifestation de sa complaisance, tactique ou stratégique, envers les religieux. Celle-ci s'est, en particulier, traduite par l'introduction de l'instruction religieuse au baccalauréat national, la création d'une radio dédiée au Coran, une chaîne de télévision publique qui diffuse exclusivement les programmes religieux, la construction de mosquées au sein de tous les édifices publics, la rémunération d'Imams sur le budget de l'État... Le budget du ministère des Affaires islamiques atteint cette année près de 4 milliards d'anciennes ouguiyas (soit un peu plus de 100 millions d'euros).

Le nombre des mosquées est estimé à plus de 21 000, dont plus des deux tiers à Nouakchott. Celui des écoles coraniques s'élève à 12 000. Mosquées et écoles reçoivent annuellement de larges subventions de l'État. Ces établissements développent pourtant un discours religieux pour le moins violent. Certaines parmi elles fêtent souvent les attentats terroristes au vu et au su de tout le monde. Et développent un discours de haine et d'exclusion.

Face à cette situation, ou plutôt cette bombe à retardement, on constate une démission totale de la classe politique de tous les bords. Quel que soit le vainqueur de la prochaine élection présidentielle, tout porte à croire qu'un changement n'interviendra pas de sitôt dans le traitement de ce dossier.

## 5 – Les candidats à l'élection présidentielle

**Le Général Mohamed Ould Ghazouani**, qui possède plutôt une bonne image, est issu de la région est et d'une famille traditionnelle bien connue. Il appelle à l'alternance régionale au pouvoir.

Il a annoncé sa candidature en grandes pompes, le 1<sup>er</sup> mars, au stade Cheikha Ould Boïdya de Nouakchott. Son discours, très bien accueilli dans divers milieux, tranche complètement avec celui de son mentor, le président sortant Aziz.

C'était le coup d'envoi d'un véritable cirque « d'initiatives de soutien » bien rodées. Chaque tribu, chaque clan, chaque personnalité... tenait à lancer sa propre « initiative » même sans connaître le candidat. Pour le moment rien ne semble résister à cet élan.

Le summum de cette phase fut la cérémonie organisée par le Patronat mauritanien au profit du général candidat. Elle s'est déroulée le 15 mars dans l'enceinte du flambant neuf Palais des Congrès de la capitale : « Al Mourabitoune ». Tout le gotha économique était présent pour saluer le « choix judicieux » du président Aziz. La cérémonie s'est limitée à la projection d'un long film sur les « réalisations » de la décennie Aziz.

Zein El Abidine, le patron des patrons, lancé par le président Aziz – qui serait, soutient certains cercles d'affaires, son associé dans le business – a gagné le marché de gré à gré de la construction de ce Palais, exécutée en huit mois et dont le coût avoisine le milliard de dollars.

Dans le passé, les hommes d'affaires ont toujours financé et soutenu le candidat du pouvoir. Mais jamais de manière aussi ostentatoire. D'ailleurs, au cours d'un périple début avril (à bord d'un avion de l'armée mauritanienne) dans tous les départements du pays, le candidat Ghazouani était accompagné, à chaque étape, par des délégations d'hommes d'affaires désignées par le patronat. La liste en a été rendue publique.

Isselmou Ould Abdel Kader, plusieurs fois ministre et soutien déclaré de Ghazouani, a publié dans la presse un article qui fustige la « fausse unanimité » qui entoure son candidat. Unanimité fortement critiquée sur les réseaux sociaux, qui constituent un espace libre, sur lequel le candidat du pouvoir est réellement à la traîne. Le fait qu'il soit entouré par les mêmes hommes qui ont accompagné Aziz (le ministre de l'Économie et des Finances, ceux du Pétrole et de la Fonction publique...) pendant la dernière décennie, pourrait bien handicaper son acceptation dans l'opinion. Celle-ci aspire, comme partout dans le monde et particulièrement dans la région, au changement. Et même si tout cela ne remet pas en cause les chances de Ghazouani, comme le pense Mohamed Vall Ould Oumère, directeur du journal *La Tribune*, il a tout de même fort besoin de donner des gages d'existence et d'attention à la partie de l'opinion qui le soutient, alors qu'elle ne

soutient pas l'actuel chef de l'État, le général Aziz. C'est le cas par exemple du parti Adil, qui militait jusqu'au mois dernier au sein de l'opposition, mais qui a décidé de soutenir Ghazouani. Son président Yahya Ould Waghf, dans une interview parue mi-avril dans les colonnes du journal *Le Calame*, a clairement expliqué que son parti soutient Ghazouani en espérant le voir mener une politique différente de celle du président Aziz. Ce dernier donne l'impression que c'est lui qui tire les ficelles et que son candidat n'est qu'un figurant. Ghazouani peut-il s'émanciper de son promoteur politique. Va-t-il, ou pourrait-il choisir de nouveaux hommes comme collaborateurs ? Le débat, sans réponse pour le moment, se situe à ce niveau.

**Biram Ould Dah Abeïd**, président du mouvement anti esclavagiste IRA (Initiative Réurgence Abolitionniste). Ce descendant d'esclaves, tribun ambitieux, s'est déjà présenté à la Magistrature suprême face à Aziz en 2014. Il est arrivé en deuxième position avec 7 % des suffrages. Un score réalisé en grande partie en raison du boycott de l'opposition, mais qui a fortement revigoré son détenteur qui rêve de rééditer l'exploit. Un objectif légitime, mais sans doute difficile à atteindre.

Premier obstacle : le parrainage. La loi exige en effet le parrainage du candidat par cinq maires et cent conseillers municipaux repartis géographiquement sur l'ensemble du territoire national. En 2014, le pouvoir, qui cherchait à minimiser les effets du boycott par l'opposition, avait aidé Biram à franchir cet obstacle en lui fournissant les parrainages exigés et, dit-on, des ressources financières pour sa campagne. Aujourd'hui, les temps ont changé, avec la participation de tous les partis à l'élection présidentielle. Et si l'opposition compte des centaines d'élus municipaux, elle ne possède que sept maires issus du parti islamiste Tawassoul. Celui-ci soutient le candidat Sidi Mohamed Ould Boubacar. L'unique chance qui s'offre à Biram pour trouver cette caution est le parrainage de maires de ce parti. Les obtiendra-t-il ? La question demeure posée.

En attendant d'en voir l'issue, Biram s'est focalisé sur le lancement matériel de sa candidature qui a eu lieu dans la salle de spectacle de l'ancienne maison des Jeunes. Il y avait des représentants de toutes les souches de la Nation, négro-africains, harratines et maures.

Sûr de lui, Biram est apparu moins extrémiste et plus réconciliant. Il a lancé : « *Je vous appelle tous à vous regrouper autour de ce projet, dans un sursaut national sincère afin d'opérer le changement auquel nous aspirons. J'appelle toutes les formations politiques, les organisations professionnelles et des jeunes, la société civile, à contribuer à son succès et à participer efficacement à sa mise en œuvre. Je serai attentivement à l'écoute de toutes et de tous, avec un esprit ouvert à toute idée constructive, à toute opinion sensée* ».

Il est utile de noter que ce leader harratine, qui semble plus assagi, est désormais lié par une alliance, que certains disent contre nature, avec le parti pan arabiste, d'obédience

Baath, Sawab. C'est sous les couleurs de cette formation qu'il a été élu député à l'Assemblée nationale en août dernier.

**Sidi Mohamed Ould Boubacar.** Il a lancé sa campagne samedi 30 mars, à partir du stade de Mellah, un quartier populaire en périphérie de Nouakchott. Son meeting a attiré beaucoup de monde. La presse évoque quelques dizaines de milliers de personnes constituées en grande partie de femmes et de jeunes complètement acquis à sa cause. Haut fonctionnaire, ancien ministre des Finances, deux fois Premier ministre (1992-1995 et 2005-2007), ce fils de militaire de rang est réputé sérieux, compétent et rigoureux. Il est soutenu par certains partis d'opposition, dont essentiellement le parti islamiste Tawasoul qui détient 14 sièges au Parlement et gère plusieurs mairies dans le pays.

Ould Boubacar ne laisse pas indifférent. Ses adversaires lui reprochent d'avoir servi sous tous les régimes. Est-ce un handicap ou un avantage ?, interroge le journal *Le Calame*. Le fait qu'il ait contribué à la gestion du pays au plus haut niveau ne peut que rassurer l'armée nationale, qui maintient son contrôle sur le pays depuis 1978.

Ould Boubacar irrite et fait peur au plus haut sommet de l'État qui voit derrière lui la silhouette de l'homme d'affaires en exil, Mohamed Ould Bouamatou, présenté comme l'ennemi public numéro un ! En revanche, il semble inspirer confiance aux opérateurs économiques du secteur moderne, qui le connaissent bien. Ceux-ci, y compris des proches d'Ould Abdel Aziz, seraient ses soutiens tacites ou secrets face à un Ghazouani, membre d'une tribu dont ils craignent le dynamisme.

Depuis l'organisation réussie d'un important meeting à Nouakchott, il commence à inquiéter certains milieux du régime, et il paraît tout à fait possible qu'un second tour l'oppose au candidat du pouvoir.

Dans sa profession de foi, Ould Boubacar est apparu sûr de lui et plutôt incisif à l'égard du pouvoir. Il s'agit, selon lui, « *d'opérer un changement béni à même de faire réussir la volonté de ce peuple et de réaliser ses aspirations à une vie meilleure. Un rendez-vous avec l'Histoire où il sera mis fin à une longue nuit de désespoir, de peur et de manque de libertés par l'avènement d'un nouveau jour fait d'espoirs, de bonheur et de prospérité* ».

**Mohamed Ould Mouloud.** Il est le président de l'Union des Forces du Progrès (UFP), qui fait office de gauche mauritanienne, issue du mouvement des Kadihines, ancien mouvement marxisant qui s'est mué en parti depuis 1999 pour s'inscrire dans la quête au pouvoir par les urnes et non plus par la révolution armée. Cette candidature de « principe » a été lancée officiellement le samedi 6 avril. Ce candidat, dont le parti compte trois députés à l'Assemblée nationale, est soutenu par un leader historique de l'opposition mauritanienne : Ahmed Ould Daddah, président du parti RFD, qui, frappé par la limite d'âge (75 ans), ne peut se présenter lui-même.

Il est à noter que le candidat, respecté pour son courage politique, et son parti sont reconnus comme étant véritablement sans préjugés raciaux.

**Kane Hamidou Baba.** Il est le candidat d'une coalition dénommée « Vivre ensemble » qui regroupe tous les partis négro-africains et certaines organisations de la société civile. Dans le passé, il y a toujours eu aux différentes élections présidentielles un candidat issu de la communauté négro-africaine. Mais il n'a jamais bénéficié de l'unanimité annoncée publiquement au sein de celle-ci, que ce soit parmi les militants ou parmi les leaders.

Alors que les particularismes émergent fortement sur la scène nationale, cette candidature communautaire d'un des leaders négro-africains est tout à fait naturelle. Elle pourrait avoir l'avantage de poser la question de la coexistence entre les différentes ethnies du pays, mais elle pourrait également avoir des conséquences négatives pour l'affirmation politique de cette communauté si le candidat n'enregistre qu'un faible score, comme ce fut le cas en 2007. Il n'avait obtenu que 7 % des suffrages, quand bien même il avait bénéficié du vote massif des populations de la Vallée – région où se concentre la majorité des populations négro-africaines du pays.

## CONCLUSION

Il est difficile de savoir comment évoluera la situation en Mauritanie dans les années à venir, pour des raisons internes (situation économique difficile dans les grandes villes, appétits suscités par les perspectives nouvelles qu'offre la découverte de l'important gisement d'hydrocarbures qui sera exploité conjointement avec le Sénégal) comme pour des raisons externes (tensions politiques et sécuritaires et volatilité de la situation dans le Sahel-Sahara, incertitudes au Maghreb et notamment en Algérie – l'issue de la crise en ce pays, en particulier, aura un impact important).

Un ajournement de l'élection présidentielle ne peut d'ailleurs être exclu. De graves tensions sociales seraient alors à craindre, aux conséquences difficilement prévisibles.

Le processus électoral paraît pourtant bien engagé et, si les élections se passent dans de bonnes conditions, deux conséquences positives peuvent en particulier être espérées :

- ➔ ces élections marqueront alors une étape importante dans la stabilisation du système politique mauritanien et dans la consolidation de la démocratie. La Constitution actuellement en vigueur a été adoptée en 1991, et la Mauritanie a connu sa première élection multipartite en janvier 1992 (élection présidentielle). Les élections législatives d'octobre 2001 furent les premières considérées comme libres et transparentes par les Mauritaniens. L'élection présidentielle de 2007 fut la première élection présidentielle considérée comme pleinement démocratique, mais le mandat du Président fut abrégé par le coup

d'État militaire en août 2008. Les élections législatives de 2013 et présidentielles de 2014 furent boycottées par les principaux partis d'opposition. Le président Aziz ayant fait savoir qu'il ne se représentait pas cette année, toutes les forces politiques qui comptent devraient participer à l'élection. Cela devrait permettre de déboucher sur la première véritable alternance démocratique depuis l'indépendance ;

- si le nouveau président est le général Ould Ghazouani, il devrait confirmer l'engagement du président Aziz dans la lutte contre le terrorisme et la coopération au sein du G5 Sahel. La proximité de Nouakchott avec les relais des trafics divers et des preneurs d'otages dans le Sahel (agissant sous le couvert religieux), devrait devenir moindre, voire cesser.

## **Annexe 1                    PRESSE ET MEDIA, ENTRE DIFFICULTÉS ET INNOVATIONS**

1) La presse mauritanienne rencontre des problèmes dont souffre généralement la presse dans les pays nouvellement engagés dans un processus de démocratisation :

- ➔ Précarité de l'environnement juridique, des conditions de travail et de l'emploi (absence de formation, locaux vétustes, désorganisation de la chaîne de production...);
- ➔ Situation financière critique : absence de capitaux de départ, de fonds de roulement, difficulté à recouvrer le produit des ventes d'une diffusion artisanale ;
- ➔ Difficulté d'accès aux sources d'information (les abonnements aux agences internationales sont très coûteux...);
- ➔ Faible niveau de formation et inadaptation de celle-ci aux exigences de la profession ;
- ➔ Manque de professionnalisme chez bon nombre d'acteurs de la presse ;
- ➔ Méconnaissance du potentiel régional de lectorat, d'auditeurs et de téléspectateurs, ainsi que la difficulté de bâtir des réseaux de distribution fiables et le manque de moyens de transport pour ce qui est de la presse écrite ;
- ➔ Modestie et faiblesse du professionnalisme des chaînes et radios commerciales nationales.

2) L'avènement du pluralisme politique en 1991 s'est accompagné de la naissance d'une presse privée dite indépendante. À l'exception de quelques rares titres, elle est toutefois restée balbutiante et médiocrement professionnelle (manque de formation, absence de respect des règles de la profession, précarité des conditions de travail etc.).

Malgré ses faiblesses, cette presse connaît toutefois un certain succès auprès d'un public habitué à l'information tronquée et aux monotonies des médias publics que sont Radio Mauritanie, Al Mauritania (Télévision Nationale de Mauritanie) et l'Agence Mauritanienne d'Information et ses deux quotidiens *Chaab* et *Horizons*.

3) Dans cet environnement difficile, les chaînes étrangères, surtout du Moyen-Orient, sont très suivies. Les media français gardent une écoute respectable, surtout dans les villes et le sud du pays. Mais le développement des réseaux sociaux et contacts directs entre citoyens est, comme ailleurs, en train de changer la donne relative à la communication. Pour le meilleur, mais sans exclure le pire dans un environnement peu exposé aux débats contradictoires.